

DÉROGATION ET SANCTION AU RÈGLEMENT DE PERMIS ET CERTIFICATS 815

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dans le cas où une dérogation au présent règlement est signifiée à une personne en conformité de l'application du présent règlement, à défaut par la personne visée de donner suite à l'avis de contravention dans le délai imparti, le procureur de la municipalité peut prendre les mesures prévues par la loi pour faire cesser cette illégalité, pour recouvrer ou imposer une amende résultant d'une infraction ou contravention au présent règlement.

PÉNALITÉ ET CONTINUITÉ DE LA CONTRAVENTION

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible, dans le cas d'une première infraction, d'une amende minimale de trois cents dollars (300\$), mais n'excédant pas mille dollars (1 000 \$) et les frais pour une personne physique et dans le cas d'une première infraction, d'une amende minimale de mille dollars (1 000\$), mais n'excédant pas quatre mille dollars (4 000 \$) pour une personne morale. Pour toute infraction subséquente, le contrevenant est passible d'une amende d'au moins mille dollars (1 000\$), mais n'excédant pas deux mille dollars (2 000 \$) et les frais pour une personne physique et deux mille (2 000\$), mais n'excédant pas quatre mille (4 000\$) pour une personne morale.

Si l'infraction ou la contravention est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

SANCTIONS

A défaut par la personne visée par un avis de contravention au présent règlement de donner suite à l'avis de contravention dans le délai imparti, le procureur de la municipalité peut prendre les mesures prévues par la loi pour faire cesser cette illégalité ou pour recouvrer ou imposer une amende résultant d'une infraction au présent règlement.

RECOURS DE DROIT CIVIL

Le Conseil peut aussi, sans préjudice au recours ci-dessus et en plus, exercer tout recours de droit civil prévu à la loi, dont ceux prévus au titre III de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chap. A-19-1), aux frais du propriétaire, pour que cesse toute occupation ou construction incompatible avec ce règlement ou pour que soit évacuée, démolie toute construction mettant en danger la vie des personnes ou pour que soit démolie une construction ayant perdu plus de la moitié de sa valeur par vétusté, par incendie ou par explosion.